

Avis voté lors de l'Assemblée plénière du 9 janvier 2013

La transition énergétique : 2020-2050, un avenir à bâtir, une voie à tracer

Déclaration du groupe de l'UNSA

Comme le souligne l'avis, la transition énergétique est un chantier de grande ampleur aux croisements d'enjeux sociétaux, environnementaux et économiques. Une telle évolution n'est pas envisageable au seul niveau national ni sans une volonté politique forte qui doit se manifester au plan européen mais aussi au niveau mondial. Cela doit se traduire par la mise en place de politiques énergétiques ambitieuses. Il revient notamment aux pouvoirs publics d'accélérer le développement de filières nouvelles en aidant la recherche sur le long terme. Dans le même temps, de nouveaux choix sociétaux doivent être proposés et encouragés notamment par des incitations fiscales et des mesures réglementaires.

L'avis est pertinent sur ces diagnostics, néanmoins, en cette période de restrictions des financements publics, les « bonnes intentions » risquent de l'emporter pour longtemps encore sur les réalisations concrètes.

Or, pour pouvoir mettre en œuvre la transition, un effort important de créativité et d'innovation est nécessaire. De nouveaux systèmes de production, de transformation et d'utilisation de l'énergie doivent être étudiés pour consommer moins et émettre moins de CO₂. La mise en œuvre des techniques de captage et de stockage du CO₂, le développement des énergies renouvelables, l'amélioration de l'efficacité énergétique, le développement de nouveaux systèmes de stockage de l'énergie, la conception de nouvelles motorisations pour les véhicules sont autant de défis pour la recherche.

La transition aboutissant à inverser les parts respectives des énergies d'origine fossile de celles d'origine non fossile dans la consommation sera de longue durée. Même si elle est amorcée dès à présent, elle ne s'achèvera qu'au delà de 2100. Le nucléaire et les renouvelables qui représentent les alternatives possibles ne constituent aujourd'hui qu'une fraction encore faible du total de la fourniture d'énergie primaire, de l'ordre de 15 %. Il est peu probable, compte tenu de l'inertie des systèmes énergétiques, qu'à l'horizon des quinze à vingt-cinq prochaines années, cette part puisse augmenter de façon très importante et rapide. D'autant que ces solutions alternatives posent des problèmes sur le plan de la rentabilité économique, du caractère parfois intermittent de la fourniture d'énergie (renouvelables), de la sécurité, ou encore de l'acceptabilité sociale et des investissements (nucléaire). La diversification, incontournable, du bouquet d'énergies pendant la période de transition ne se fera donc que très progressivement.

Le grand débat national sur la transition énergétique, initié le 29 novembre par la ministre de l'Environnement Delphine Batho, a pour but de rendre la France moins dépendante au pétrole et au nucléaire, tout en conservant une économie compétitive. Si

ce triple objectif est bien connu, un quatrième l'est moins : la nécessité d'assurer l'approvisionnement énergétique. Aujourd'hui, l'énergie consommée en France est pour deux tiers d'origine fossile, c'est-à-dire du gaz ou du pétrole quasi-intégralement importés.

Cette dépendance aux importations d'énergies fossiles est en croissance en Europe et le sera encore durablement malgré les efforts initiés en matière d'efficacité énergétique. Dans le même temps, la dépendance aux importations des États-Unis est en baisse, du fait de l'essor des gaz et huiles de schiste, et sont même en voie de passer du statut de premier importateur mondial à celui d'exportateur. L'exploitation des hydrocarbures de schiste pourrait amener les États-Unis à se désintéresser du Moyen-Orient. Indirectement, cela mettrait en danger la sécurité d'approvisionnement de la France. Une dimension qui ne doit pas être oubliée dans le cadre du débat sur la transition énergétique.

La transition énergétique est aussi l'affaire de chaque citoyen. La technologie ne résoudra pas tout et nous devons faire évoluer nos comportements vis-à-vis de l'énergie. Cet aspect est peu présent dans l'avis, pourtant chacun peut contribuer à l'effort collectif de maîtrise de l'énergie et de préservation de l'environnement. Il ne s'agit pas de prôner une régression dans nos habitudes de consommation mais une adaptation et une modération qui nous permettront d'optimiser l'utilisation des ressources énergétiques disponibles tout en respectant l'environnement.

Selon l'UNSA, outre cette dimension citoyenne, la principale lacune de l'avis repose sur l'incertitude concernant les financements. Néanmoins, la richesse et la pertinence des propositions ont conduit l'UNSA à voter favorablement.